

---

**hommes  
& migrations**

---

## **Hommes & migrations**

Revue française de référence sur les dynamiques  
migratoires

**1298 | 2012**

**France - Algérie, le temps du renouveau**

---

# **L'Algérie face à l'évolution de son émigration**

En France et dans le monde

**Hocine Labdelaoui**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1872>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1872

ISSN : 2262-3353

### **Éditeur**

Musée national de l'histoire de l'immigration

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 22-37

ISSN : 1142-852X

### **Référence électronique**

Hocine Labdelaoui, « L'Algérie face à l'évolution de son émigration », *Hommes & migrations* [En ligne], 1298 | 2012, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1872> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1872

---

Tous droits réservés

# L'Algérie face à l'évolution de son émigration

## En France et dans le monde

Par Hocine Labdelaoui,  
professeur de sociologie, université d'Alger-2, chercheur associé au Centre de recherches  
en économie appliquée pour le développement (CREAD)



Trois générations de femmes de la famille Zouhani rassemblées à l'occasion du mariage traditionnel de Karim, fils de Monsieur Zouahni et de Kafya. © Camille Millerand

**La migration des Algériens relève aujourd'hui de stratégies individuelles. Les liens avec le pays d'origine se reconfigurent à mesure que l'émigration se diversifie. L'Algérie n'est plus nécessairement le lieu du retour, mais une étape parmi d'autres dans leur parcours. Le profil des nouveaux migrants, l'évolution de leurs objectifs, ont des conséquences directes sur leur implication économique et symbolique en Algérie.**

De l'exil de l'homme seul à la mobilité des "nouveaux migrants", l'émigration algérienne est entrée dans un nouvel âge et s'ouvre sur de nouvelles perspectives. Cette évolution est le produit de deux phénomènes : d'une part, la construction sociale de l'émigration dans la société algérienne et, d'autre part, l'insertion des communautés algériennes à l'étranger dans la reconfiguration des migrations internationales. En effet, au cours des dernières décennies, les départs vers l'étranger expriment davantage la mise en œuvre de stratégies rationnelles et utilitaristes pour réaliser des projets individuels que la quête des ressources de reproduction de la société d'origine. Cette mutation se met en place dans un contexte de mondialisation de la construction des projets de migration. La décision d'émigrer est prise dans le pays d'origine en tenant compte, notamment, des opportunités d'installation et de circulation dans les territoires migratoires. Ainsi, avant d'être émigré, le migrant algérien est potentiellement un immigré.

## **L'évolution des rapports de l'émigré avec la société algérienne**

Notre réflexion se heurte à un triple obstacle : d'abord, un obstacle théorique créé par l'absence d'un modèle explicatif de l'émigration en termes "émigration-immigration" ; ensuite, un obstacle méthodologique renvoyant aux difficultés de mesurer le volume de l'installation des Algériens à l'étranger ; et, enfin, un obstacle relatif au retard de la mise en place de traditions de recherche en Algérie sur les questions migratoires.

S'agissant du premier obstacle, il y a lieu de rappeler qu'en dehors du "*paradigme des trois âges*" proposé par Abdelmalek Sayad<sup>(1)</sup>, la littérature sur l'émigration algérienne demeure pauvre en matière d'analyses en termes de chaîne migratoire. L'histoire de cette émigration est beaucoup plus étudiée sous l'angle du pays d'accueil et de séjour que selon le pays de départ et encore moins sous l'angle du départ et de l'arrivée<sup>(2)</sup>.

Face à cet obstacle, nous proposons de réinvestir le paradigme de Sayad, non pas pour ajouter aux trois âges un quatrième<sup>(3)</sup>, mais pour reconstruire le couple "émigration-immigration" afin de rendre compte des nouvelles formes d'interactions entre l'émigration et l'immigration. Le couple "émigration-immigration" fonctionne, dans notre approche, comme un facteur qui structure la construction du projet d'émigration, dans la mesure où la décision de départ est prise sous l'effet, à la fois, des conditions vécues dans le pays d'origine et de l'attrait des opportunités potentiellement existantes dans le pays d'arrivée. Dans le pays d'installation, le même couple change de structuration pour prendre la forme "immigration-émigration" et pour indiquer que la construction des projets de mobilité à partir des pays d'installation tient compte de

la situation dans le pays d'origine et des opportunités de re-émigration, transformant ainsi le retour en une étape de mobilité et de circulation<sup>(4)</sup>.

La mesure du volume des flux et d'installation des Algériens à l'étranger pose, nous l'avons souligné, un obstacle méthodologique qui ne facilite pas l'analyse des effets de l'évolution de l'émigration algérienne sur la société d'origine. En plus des difficultés rencontrées en matière d'accès aux sources dans le pays d'origine, s'ajoute la question de la fiabilité des données disponibles. Le mode de calcul utilisé repose sur un statut juridique incluant les détenteurs de la nationalité du pays d'installation dans les effectifs des Algériens établis à l'étranger, qu'ils soient immatriculés auprès des services consulaires algériens ou comptabilisés dans les estimations officielles algériennes<sup>(5)</sup>, ce qui donne un écart entre les différentes estimations des flux et des stocks<sup>(6)</sup>.

Cette difficulté de mesurer le volume de l'émigration algérienne sans tenir compte de l'évolution de son statut juridique dans le pays d'installation persiste alors que la connaissance scientifique des mouvements migratoires tarde à se mettre en place en Algérie. Les données accumulées sur cette question dans le cadre des travaux universitaires, des études de centres de recherche et des rapports d'expertise des institutions officielles sont sans commune mesure avec l'importance de l'installation des Algériens à l'étranger<sup>(7)</sup>.

## **Les Algériens à l'étranger cherchent leur place en Algérie**

La méconnaissance de l'émigration algérienne ne s'explique pas seulement par la faiblesse des capacités de l'administration algérienne en matière de collecte des statistiques migratoires et par l'absence de traditions de recherche sur les mouvements migratoires. Elle est également la conséquence de l'ambiguïté du rapport avec une émigration en constante évolution. L'évolution de ce rapport reste figée sur la conception de l'émigré comme un individu intégré à la société algérienne au même titre que tout citoyen resté au pays. Manifestement, l'Algérie éprouve des difficultés à s'adapter à l'évolution de son émigration. Les dispositifs mis en place depuis l'indépendance pour gérer l'installation des Algériens à l'étranger cachent une conception figée du rapport avec ces derniers. Tout se passe comme s'il revenait aux Algériens installés à l'étranger de s'adapter à leur pays d'origine et non l'inverse. Face à l'évolution de son émigration, la société algérienne ne semble pas prendre conscience de la rapidité des changements dans les pays d'installation. Le rapport qu'elle entretient avec ses ressortissants établis à l'étranger évolue lentement dans le sens de la reproduction d'un statut ambigu qu'on retrouve dans la terminologie utilisée.

Lorsqu'ils sont dans leur pays d'installation, les Algériens établis à l'étranger sont considérés davantage comme des compatriotes et des frères vivant dans "*El Ghorba*", mot arabe signifiant "pays étranger" et moins comme des émigrés. Mais quant ils reviennent dans leur pays d'origine, pour passer des vacances ou pour s'établir définitivement, ils sont considérés plus comme des émigrés, mot prononcé "*z'migris*" dans l'arabe algérien et moins comme des Algériens.

Cette ambiguïté du statut de l'émigration algérienne apparaît clairement dans l'évolution de la politique migratoire algérienne. La conclusion de nos recherches sur cette question<sup>(8)</sup> est que l'État algérien a une politique de défense de principes fondamentaux en matière d'émigration, mais qu'il n'a pas mis en place

**Les dispositifs mis en place depuis l'indépendance pour gérer l'installation des Algériens à l'étranger cachent une conception figée du rapport avec ces derniers.**

de politique de reconstruction de la place de l'émigration dans la société algérienne. Ses positions et les mesures prises en matière de gestion de l'émigration paraissent ainsi plus proches d'une politique de gestion de situations migratoires que d'une politique migratoire. L'exemple du rattachement de la gestion de l'émigration à un département étatique est, à cet égard, édifiant. D'un secrétariat d'État relevant du ministère des Affaires étrangères, la gestion de ce dossier est passée à un ministère délégué auprès du chef du gouvernement pour relever, après une période de vide institutionnel, du ministère de la Solidarité nationale et de la Famille. Il est, depuis deux ans, à nouveau confié à un secrétariat d'État sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères. Ce va-et-vient entre ces différentes structures montre que l'Algérie n'a pas encore trouvé un instrument politique pour la gestion de son émigration. Un changement constant qui souligne les difficultés du gouvernement algérien à s'adapter à ces évolutions.

## De nouvelles raisons d'émigrer

L'apparition de nouvelles raisons d'émigrer a donné lieu à l'émergence de nouveaux profils. À l'image de l'ouvrier rural parti seul, ou accompagné par sa famille, pour travailler dans les usines ou dans les mines, se substitue une multitude de profils de jeunes, peu, moyennement ou hautement qualifiés. On retrouve parmi ces jeunes des universitaires, des scientifiques, des femmes diplômées ou sans qualifications, des étudiants, des sportifs, des artistes, des journalistes et autres intellectuels. Le trait commun de tous ces profils est que les départs ne sont pas motivés par des raisons

économiques, mais par des motivations culturelles, sociales et politiques. La grande majorité ont décidé d'aller ailleurs pour réaliser des projets personnels qu'ils n'ont pu concrétiser dans leur pays d'origine.

Ce rapport entre la recherche d'opportunités de promotion sociale et le choix de l'émigration comme stratégie d'action est confirmé par le constat que "*les nouveaux émigrés*" appartiennent à plusieurs catégories sociales et patrimoniales. Les statistiques des services consulaires algériens révèlent que les émigrés recensés entre 1980 et 1910 appartiennent à quatre catégories matrimoniales.

**Tableau 1 : Évolution des effectifs d'Algériens établis à l'étranger recensés par les services consulaires des ambassades d'Algérie selon le statut matrimonial**

Catégories/ Périodes	1980-1995	1996-2005	2007-2010	Total
<b>Hommes célibataires</b>	<b>177 180</b>	<b>97 450</b>	<b>70 000</b>	<b>344 630</b>
<b>Femmes célibataires</b>	<b>9 170</b>	<b>9 150</b>	<b>12 500</b>	<b>30 820</b>
<b>Couples sans enfants</b>	<b>3 050</b>	<b>6 610</b>	<b>3 800</b>	<b>13 460</b>
<b>Couples avec enfants</b>	<b>2 180</b>	<b>4 230</b>	<b>1 150</b>	<b>7 560</b>
<b>Total</b>	<b>191 580</b>	<b>117 440</b>	<b>87 450</b>	<b>396 470</b>

Source : Secrétariat d'État chargé de la communauté algérienne à l'étranger, cité par Ali Mebroukine, "Migrations, genre et relations internationales, le cas de l'Algérie", Notes d'analyse et de synthèse, CARIM, n° 7, 2011, p. 14.

La multiplication des causes et la diversité des profils des partants dans un contexte international marqué par le renforcement des restrictions à la circulation des personnes ont donné lieu à de nouveaux modes et formes d'émigrer. Au regroupement familial et à l'émigration dans le cadre de dispositifs mis en place par certains pays, comme le Canada et les États-Unis, s'ajoutent différentes formes d'émigrations irrégulières. Il y a celle qui s'effectue soit par voie maritime, soit par voie terrestre à partir de pays plus permissifs en termes d'entrée des étrangers. Il y a également l'émigration par la reconversion de voyages touristiques ou d'études en projets d'installation dans les pays d'arrivée.

Les formes de l'émigration irrégulière ou "clandestine" ont également évolué. Les départs ne se font plus uniquement par voie maritime à partir des côtes algériennes, mais en empruntant de nouvelles routes à partir de la Turquie et de la Grèce pour relier par deux voies les pays du sud de l'Europe et ceux du nord.

Cette évolution de l'émigration a comme conséquence directe la modification de sa fonction par rapport à son pays d'origine, comme nous pouvons le constater à travers

le changement quant à l'investissement des émigrés algériens dans leur pays d'origine et au transfert de leurs fonds. L'individualisation des projets d'émigration dans un contexte de mondialisation de l'investissement a modifié la fonction de l'investissement des émigrés algériens dans leur pays d'origine. Ces dernières années, on observe le développement de l'entrepreneuriat transméditerranéen comme une forme régionale d'entrepreneuriat transnational. L'investissement ne se réduit plus à un transfert d'un pays d'immigration à un pays d'émigration, il est devenu un système de circulation dans un espace migratoire conçu comme un système entrepreneurial transnational comprenant des firmes réseaux, un capitalisme transnational, des réseaux transnationaux et des réseaux de diasporas<sup>(9)</sup>. La problématique de l'intégration de l'investissement des émigrés algériens dans leur pays d'origine explique la tendance à la baisse du volume de cet investissement au cours des dernières années. L'enquête réalisée par le Centre de recherches en économie appliquée pour le développement (CREAD) dans le cadre de sa participation au projet Migration de retour au Maghreb (MIREM) a montré que cette baisse a touché les émigrés candidats au retour dans leur pays d'origine. 82,8 % des émigrés algériens revenus en Algérie avant 2006 n'ont réalisé aucun projet avant leur retour<sup>(10)</sup>. La même explication peut être utilisée pour comprendre la disproportion entre les fonds transférés par les émigrés algériens et leur poids numérique et économique. Si on évalue leurs envois dans les statistiques de la Banque mondiale de 2011<sup>(11)</sup>, on relèvera que l'émigré algérien reste à la traîne, malgré une forte communauté à l'étranger. Avec 2 milliards de dollars US, l'Algérie n'arrive qu'en cinquième position, loin derrière l'Égypte (7,7 milliards), le Liban (8,2 milliards), et la Jordanie (3,8 milliards). Ce constat ne doit pas être interprété, toutefois, comme un refus des émigrés algériens de transférer leurs fonds dans leur pays d'origine, mais comme l'expression de la mise en œuvre de nouvelles stratégies d'investissement transnational. Les experts affirment que cette estimation pourrait être multipliée par dix, car les chiffres officiels ne tiennent pas compte des circuits informels par lesquels passent les émigrés pour envoyer leur argent afin de diminuer les coûts des opérations de transfert et de rationaliser l'utilisation des fonds transférés.

## **Impact de l'élite scientifique sur la société d'origine**

La constitution d'une nouvelle élite scientifique est due au profil des nouveaux émigrés algériens et à l'insertion des émigrés déjà installés dans les cursus de formation et d'enseignement des pays de résidence. À la différence des travailleurs

de la première génération, les émigrés algériens ne sont plus majoritairement analphabètes. Les effectifs de ceux qui possèdent un niveau universitaire tendent à augmenter. Cette tendance est relativement lente dans les premiers pays d'émigration comme la France et dans les nouvelles destinations en Europe, comme en témoigne l'importance des effectifs des niveaux de primaire et de secondaire.

**Les compétences installées à l'étranger peuvent être mises en réseaux au travers de canaux de collaboration avec les compétences restées dans le pays d'origine.**

En revanche, elle prend de l'ampleur dans les nouvelles destinations telles que la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis, au point de donner à l'émigration dans ces pays la dimension d'une émigration exclusivement d'élite.

Cette segmentation des pays de résidence en fonction des effectifs de deux niveaux, le primaire et le supérieur, s'explique par le fait que les émigrés résidant en Grande-

Bretagne, aux États-Unis et au Canada arrivent dans le pays de destination avec un diplôme universitaire obtenu dans le pays d'origine, ce qui n'est pas le cas dans les premiers pays d'émigration comme la France où l'accès aux études supérieures est sélectif. La répartition des émigrés possédant un diplôme par âges confirme ce constat. La part des émigrés algériens entre 25 et 29 ans n'ayant pas obtenu de diplôme au terme de leur formation se situe au niveau de la moyenne de l'ensemble des immigrés originaires du Maghreb.

À travers ce bref aperçu sur la formation d'une élite scientifique algérienne à l'étranger, il ressort que la migration vers l'étranger ne peut pas être analysée seulement comme un phénomène pathologique et négatif mais également comme une opportunité pour la constitution de capacités nationales d'innovation et d'expertise. Considérée comme une perte irremplaçable pour le pays d'origine et qualifiée d'"exode des compétences"<sup>(12)</sup>, la migration des scientifiques algériens au cours des années quatre-vingt-dix, à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail et pour échapper à l'extermination terroriste des intellectuels, a laissé un vide académique et scientifique considérable. Ce vide a ouvert la voie à des pratiques de gestion administrative des carrières au détriment de la promotion par la recherche scientifique, ce qui a entraîné une régression de l'innovation.

Mais cette émigration peut devenir une opportunité pour le développement des pays d'origine, un atout majeur pour la formation de capacités d'innovation et de recherche scientifique et technologique. Les compétences installées à l'étranger peuvent être mises en réseau au travers de canaux de collaboration avec les compétences restées dans le pays d'origine.



## La migration, un projet pour les femmes algériennes

La présence des femmes en émigration n'est pas un phénomène nouveau. Les femmes ont fait leur apparition dans les flux vers la France depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Mais leur évolution vers le statut d'acteur est un phénomène relativement récent. Il est étroitement lié à l'apparition des femmes dans les nouveaux flux et à l'évolution des rapports de sexe dans les premiers pays d'émigration, ce qui explique que la proportion de femmes soit relativement plus élevée en France, en Belgique et au Canada. Ce rapport entre la position des femmes en émigration et l'évolution sociétale de l'installation dans les pays d'immigration apparaît clairement en France où les effectifs des femmes ont progressé au rythme de l'évolution du regroupement familial. En 1996, les femmes représentaient 60 % des migrants algériens vers la France. Ce taux a baissé à 45 % en 2006<sup>(13)</sup>. Le regroupement familial a également joué dans la présence des femmes algériennes dans les effectifs des émigrés algériens en Belgique.

**Tableau 2 : Répartition des émigrés algériens  
par sexe et pays de résidence**

Pays de résidence	Pourcentages d'hommes	Pourcentages de femmes
France (2007)	55 %	45 %
Espagne (2007)	71 %	29 %
Allemagne (1999)	70,23 %	29,77 %
Canada (1999)	58,56 %	41,44 %
Belgique (1999)	55,77 %	42,23 %
Italie (2007)	70 %	30 %
États-Unis (1999)	63,15 %	36,85 %
Grande-Bretagne (1999)	71,80 %	28,7 %
Suisse (1999)	60,26 %	39,74 %
Autres pays OCDE (1999)	72,95 %	27,05 %
Suède (1999)	65,74 %	34,26 %
Autres pays de la Méditerranée (1999)	78,85 %	21,15 %

Source : Tableau construit à partir des statistiques citées par Rafik Boukelia-Hassane, Fatiha Talahite, "Labour markets performance and migration flows in Algeria", CARIM, National Background Papers, 2009, p. 49 et OIT-IIES, "Faire des migrations un facteur de développement. Une étude sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest", Genève, 2010, p. 36.

**Tableau 3 : Répartition des effectifs de la population émigrée algérienne par âge**

Pays de résidence	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	+ 65
France	7,3 %	16,1 %	19,6 %	21,1 %	20,6 %	15,3 %
OCDE hors France, Allemagne, Canada et États-Unis	7,3 %	35,9 %	25,0 %	12,9 %	8,1 %	10,6 %
Canada et États-Unis	9,2 %	29,4 %	33,3 %	15,8 %	6,2 %	6,2 %
Total	7,4 %	18,5 %	20,9 %	20,2 %	18,7 %	14,3 %

Source: Rafik Boukelia-Hassane, Fatiha Talahite, "Labour markets performance and migration flows in Algeria", CARIM, National Background Papers, 2009, p. 50.

En revanche, l'accroissement des effectifs de femmes dans les flux de migrants vers les nouvelles destinations s'explique davantage par les opportunités du marché du travail que par le regroupement familial. Les chiffres des services consulaires algériens cités plus haut confirment cette explication. Les femmes algériennes sont plus nombreuses au Canada et aux États-Unis. Leur nombre dans les pays ne pratiquant pas une politique d'immigration, comme la Suisse, la Suède et l'Allemagne, n'est pas élevé.

L'explication de la féminisation de l'émigration algérienne au cours des dernières années dépasse celle utilisée pour comprendre l'émigration familiale. L'analyse de la formation des projets d'émigration de femmes doit être complétée par celle des effets de l'émigration sur la structure famille algérienne. Nous remarquerons dans cet ordre d'idées que l'évolution de l'émigration a contribué au changement du statut des femmes dans la famille algérienne. Comme le remarque Aissa Kadri : "*Désormais, même dans les milieux les plus traditionnels, l'émigration des femmes n'est plus un tabou, [elle est même] encouragée dans certains cas*<sup>(14)</sup>". Cela s'est manifesté par l'insertion progressive des femmes algériennes dans des circulations transnationales, par l'insertion des universitaires dans des réseaux de mobilité scientifique, l'insertion des animatrices d'association dans des réseaux de coopération euro-méditerranéens, enfin, par l'irruption des femmes dans les circuits commerciaux transnationaux. Appelées "*trabendistes*" ou "*biznassiyettes*" (c'est-à-dire le terme arabe algérien pour *businesswomen*), les femmes exerçant des activités d'import informel, sous la forme de "commerce de valises", se sont installées dans cette sphère de l'économie avec leurs propres réseaux.

## Changements de destination et recomposition de l'imaginaire migratoire

La reconfiguration des profils des émigrés algériens a donné lieu à un élargissement de l'espace migratoire algérien. Si la France et l'Europe demeurent le principal espace historique de la migration des Algériens, de nouvelles destinations les attirent de plus en plus, contribuant ainsi à la constitution de six espaces migratoires.

Représentant plus de 83 % des effectifs des émigrés algériens, la France reste la première destination des flux et le premier pays de séjour des émigrés algériens. L'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, le Royaume-Uni et les autres pays européens constituent le second espace, dont les effectifs dépassent légèrement le nombre des Algériens vivant dans le troisième espace constitué par les pays d'Amérique du Nord. Le Maghreb est la quatrième région où vit une communauté algérienne installée depuis longtemps. Constituant le cinquième espace, les pays du Moyen-Orient

**Tableau 4 : Répartition des Algériens résidant à l'étranger recensés par les services consulaires algériens par pays d'émigration**

Pays de résidence	1995		2002	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
<b>Pays européens, dont :</b>	<b>1 118 674</b>	<b>89,4 %</b>	<b>1 209 000</b>	<b>93 %</b>
<b>France</b>	<b>932 275</b>	<b>75,5 %</b>	<b>1 105 000</b>	<b>85 %</b>
<b>Belgique</b>	<b>18 166</b>	<b>1,5 %</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d.</b>
<b>Royaume-Uni</b>	<b>15 000</b>	<b>1,2 %</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d.</b>
<b>Allemagne</b>	<b>9 018</b>	<b>0,7 %</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d.</b>
<b>Espagne</b>	<b>7 079</b>	<b>0,6 %</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d.</b>
<b>Italie</b>	<b>5 753</b>	<b>0,5 %</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d.</b>
<b>Pays arabes, dont :</b>	<b>72 287</b>	<b>5,8 %</b>	<b>65 000</b>	<b>5 %</b>
<b>Tunisie</b>	<b>30 000</b>	<b>2,4 %</b>	<b>39 000</b>	<b>3 %</b>
<b>Maroc</b>	<b>25 000</b>	<b>2 %</b>		
<b>Amérique du Nord, dont :</b>	<b>13 933</b>	<b>1,1 %</b>	<b>26 000</b>	<b>2 %</b>
<b>Canada</b>	<b>10 080</b>	<b>0,8 %</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d. %</b>
<b>Autres pays</b>	<b>46 558</b>	<b>3,6 %</b>	<b>n.d.</b>	<b>n.d. %</b>
<b>Total</b>	<b>1 251 052</b>	<b>100,0</b>	<b>1 300 000</b>	<b>100,0</b>

Source : Anna Di Bartolomeo, Thibault Jaulin et Delphine Perrin, "CARIM-Profil Migration, Algérie", 2010, p. 2.

**Tableau 5 : Répartition des Algériens résidents à l'étranger par pays d'émigration**

Pays de résidence	Effectifs	Pourcentages
<b>UE, dont :</b>	<b>814 205</b>	<b>90 %</b>
<b>France (2008)</b>	<b>679 000</b>	<b>75,8 %</b>
<b>Belgique (2008)</b>	<b>20 295</b>	<b>2,3 %</b>
<b>Royaume-Uni (2007)</b>	<b>10 000</b>	<b>1,1 %</b>
<b>Allemagne (2000)</b>	<b>13 148</b>	<b>1,5 %</b>
<b>Espagne (2009)</b>	<b>56 201</b>	<b>6,3 %</b>
<b>Italie (2009)</b>	<b>24 387</b>	<b>2,7 %</b>
<b>PAYS SEM, dont :</b>	<b>29 406</b>	<b>3,3 %</b>
<b>Tunisie (2004)</b>	<b>9 112</b>	<b>1,1 %</b>
<b>Maroc (2005)</b>	<b>11 581</b>	<b>1,3 %</b>
<b>AUTRES, dont :</b>	<b>51 640</b>	<b>5,8 %</b>
<b>Canada (2005)</b>	<b>32 255</b>	<b>3,6 %</b>
<b>États-Unis (2005)</b>	<b>13 304</b>	<b>1,5 %</b>
<b>Total</b>	<b>895 251</b>	<b>100,0 %</b>

Source : Anna Di Bartolomeo, Thibault Jaulin et Delphine Perrin, CARIM-Profil Migration, Algérie, 2010, p. 3.

et, plus particulièrement, les pays du Golfe attirent les compétences algériennes. Le reste des effectifs se répartit dans les pays n'appartenant pas à ces cinq espaces. Indépendamment des sources utilisées, la répartition des émigrés algériens par pays donne, dans tous les cas, un ordre d'importance identique, confirmant la configuration des sous-espaces de migration cités plus haut. Les statistiques consulaires algériennes, et sur la base de données du CARIM, donnent pratiquement le même ordre d'importance dans les six espaces. Ces données, bien que dépassées, permettent une comparaison entre 1995 et 2002.

La France demeure le principal pays de séjour des émigrés algériens. 85 % vivent dans ce pays, auxquels il faut ajouter 8 % d'Algériens vivant dans les autres pays européens. 5 % vivent dans les pays arabes et seulement 2 % séjournent dans les pays d'Amérique du Nord. Entre 1995 et 2002, le taux de croissance annuel moyen était de 0,6 %. Ce taux s'élevait à 12,4 % pour les flux vers l'Amérique du Nord.

Les statistiques construites à partir des sources des pays de séjour et celles de la base du CARIM confirment l'émergence de nouveaux pôles d'attraction pour les flux d'émigrés algériens. C'est ainsi que l'Espagne est devenue une nouvelle destination

pour les Algériens. En 2009, le nombre d'émigrés résidant dans ce pays était estimé à 56 201 individus, soit 6,3 % du total des effectifs d'Algériens établis à l'étranger. Le taux annuel moyen de croissance des Algériens vivant dans ce pays entre 1999 et 2009 était à 7,2 %.

Cette diversification des destinations, aussi importante qu'elle soit, n'a pas encore modifié la configuration des espaces migratoires des Algériens. Le couloir Algérie-France est le deuxième couloir dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, derrière le couloir Afghanistan-Iran et devant les couloirs Égypte-Arabie Saoudite et Maroc<sup>(15)</sup>, ce qui peut s'expliquer par le fait que ce couloir constitue un espace de circulation symbolique et de reproduction de la mémoire collective avant d'être un canal de recherche de meilleures conditions de vie. En effet, si la France exerce toujours un effet structurant sur l'imaginaire algérien, il n'en demeure pas moins que le rapport entretenu par les Algériens avec l'ex-colonie est marqué par la quête de la légitimité de circulation et d'installation en vue de jouir d'une réciprocité historique de mobilité. La France s'étant donné le droit de venir occuper l'Algérie, les Algériens demandent que la France leur accorde le droit de venir en métropole. Les difficultés rencontrées pour vivre dans ce pays n'ont pas provoqué de retours au pays d'origine. Elles ne font pas baisser les flux, mais l'espace de la réussite par l'émigration s'élargit à d'autres pays.

## **Le retour vers le pays d'origine, une étape dans un parcours transnational**

L'amorce de cette évolution de l'émigration algérienne intervient au moment où l'installation dans les pays de séjour enregistre un changement qualitatif sensible : les ménages émigrés se restructurent, le marché matrimonial voit les mariages mixtes augmenter, l'acquisition de la nationalité du pays de séjour répond à la mise en œuvre de stratégies d'insertion sur le marché de l'emploi.

Le développement de ces nouveaux modes d'installation des émigrés algériens modifie la notion de retour au pays d'origine, ce que confirme l'enquête réalisée par le CREAD dans le cadre du projet MIREM. 34,7 % des émigrés de retour enquêtés envisagent de repartir à l'étranger, et 26,6 % n'ont pas pris de décision<sup>(16)</sup>. 60,9 % de ceux qui envisagent de repartir comptent retourner dans le dernier pays de séjour et 20,9 % vers un nouveau pays d'immigration<sup>(17)</sup>.

Cette évolution montre que les retours tendent à fonctionner comme une étape de projet de circulation migratoire. C'est ainsi que le retour est devenu, pour une partie des émigrés, le moyen d'acquiescer une résidence dans le pays d'origine s'ajoutant à

celle déjà obtenue à l'étranger. Ces derniers deviennent en quelque sorte des bi-résidents. Le retour constitue également, pour une autre partie d'émigrés, un instrument de gestion de leur carrière professionnelle. Bénéficiant de la double nationalité, ils gèrent leur retour pour réaliser des projets professionnels avec des sociétés françaises ou dans le cadre de partenariats avec des sociétés privées algériennes pour acquérir l'expérience nécessaire à leur insertion future dans le marché du travail international.

Devenus citoyens dans les pays d'installation, les émigrés algériens entretiennent désormais de nouveaux liens avec leur pays d'origine<sup>(18)</sup>. Leur participation au développement de leur société d'origine par la réalisation de projets économiques et le transfert des fonds ne peut plus être envisagée sous l'angle d'un devoir moral ou patriotique. Elle doit être motivée et entretenue du point de vue utilitariste de sa rationalité économique. Les émigrés algériens se trouvent ainsi engagés dans une nouvelle dynamique qui les pousse à jouer de nouveaux rôles orientés davantage vers la modernisation, le transfert des technologies et des savoirs et la constitution de capacités d'innovation. La mise en place de nouvelles formes d'organisation, telles que la constitution de réseaux de diasporas et la volonté du pays d'origine de mettre en œuvre le partage des compétences acquises à l'étranger, indique que cette évolution structure dorénavant le devenir de l'émigration algérienne.

## **Politiques de coopération et négociations bilatérales**

Face à une telle évolution de son émigration, l'Algérie fait face à un triple défi. Elle est appelée à redéfinir son rapport aux Algériens établis à l'étranger en tenant compte des conséquences de la diversité des modes d'installation dans les pays d'immigration. Elle doit également concilier la défense de ses principes en matière de gestion des mouvements migratoires et les pressions exercées par les pays européens afin de l'amener à collaborer aux projets régionaux en matière de lutte contre l'immigration irrégulière. Enfin, elle doit choisir un mode de négociation adéquat avec les États européens pour mettre en place une coopération efficace sur les questions migratoires. Il est clair que la donne migratoire actuelle rend nécessaires de nouvelles politiques de coopération dans les limites de l'évolution des politiques migratoires européennes et de la position algérienne. Sur ce registre, l'évolution de la politique algérienne au cours des dernières années tend à concilier la prise en compte des propositions européennes et la défense de ses principes. En effet, sans rompre totalement avec les positions de principe en matière de défense des droits des ressortissants algériens établis à l'étranger,

de leur protection politique, culturelle et sociale, et du renforcement des liens avec la mère patrie<sup>(19)</sup>, le gouvernement algérien amorce une évolution de son action en direction de la communauté nationale à l'étranger. Depuis le rattachement de ce dossier au ministère des Affaires étrangères, le gouvernement algérien tend vers le recentrage de la mise en œuvre de cette action dans le cadre d'une démarche à forte connotation diplomatique<sup>(20)</sup>. En témoigne la nomination d'un diplomate expérimenté au poste de secrétaire d'État chargé de la communauté algérienne à l'étranger.

L'observation de l'évolution des rapports de l'Algérie avec ses partenaires européens en matière migratoire montre que la négociation bilatérale est devenue le principal instrument de la mise en œuvre de la coopération dans ce domaine. Au sujet des négociations sur les accords de 1968 avec la France, le secrétaire d'État chargé de la communauté nationale à l'étranger déclare : *“Il sera question dans ces discussions d'un quatrième avenant de cet accord, incluant une série de problèmes liés, entre autres, aux visas court et long séjours, à l'emploi, aux retraités et à la Kafala<sup>(21)</sup>.”* La réaffirmation de cette position intervient comme une réponse ferme face à la partie française qui suggère que l'augmentation du volume des visas accordés aux Algériens soit conditionnée par la révision des dispositions des accords de 1968 en faveur des émigrés algériens établis en France.

La prise en charge des dimensions humaines dans les négociations sur la question des migrations n'est pas une position appliquée exclusivement aux rapports avec la France. Elle est également adoptée dans les discussions engagées avec les autres pays européens, comme l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Au sujet des négociations avec l'Espagne sur la question des visas, Halim Benattallah a déclaré : *“Le gouvernement espagnol nous a fait une offre qui nous a paru intéressante et nous avons convenu de commencer les discussions exploratoires pour examiner la viabilité de cette offre<sup>(22)</sup>.”* Concernant l'Allemagne, il a ajouté : *“Il est souhaitable que les deux parties mettent à profit cette dynamique pour intégrer la dimension humaine dans les relations entre les deux pays<sup>(23)</sup>.”*

## La négociation avec l'Union européenne et l'Union africaine

Tout en optant pour des négociations bilatérales, l'Algérie ne ferme pas la porte aux autres formes de discussion. Sa position est, cependant, plus critique. C'est le cas de l'attitude adoptée à l'égard de l'application des clauses des accords d'association avec l'Union européenne relatifs à la circulation des personnes. Le gouvernement algérien se montre très réservé au sujet de la conclusion des accords avec l'Union européenne en matière de réadmission des Algériens en situation irrégulière arrêtés en Europe et

également des migrants non algériens en provenance de son territoire pour les mêmes motifs. De la réserve, il passe au refus de toute proposition visant à lier l'augmentation du volume des visas accordés aux Algériens à la conclusion des accords collectifs de réadmission. Une telle position s'appuie sur la nécessité d'adopter une approche globale et concertée et de respecter les principes de la libre circulation des personnes et la promotion du développement des régions émettrices des flux.

Enfin, la position algérienne reste favorable aux négociations entre l'Union africaine et son homologue européen sur la question des migrations. La promotion de ces négociations a amené l'Algérie à prendre, en 2006, l'initiative de réunir des responsables africains pour élaborer une feuille de route servant de cadre aux négociations entre l'Afrique et l'Europe. Cette initiative a été prise quelques semaines avant la réunion organisée à Rabat par la France pour discuter avec les ministres des Affaires étrangères africains de la question de la migration et du développement. Considérant que l'organisation de cette réunion est destinée à faire échec à la formule des négociations entre groupements régionaux et à la remplacer par la négociation entre un État et des pays africains, le gouvernement algérien a refusé d'y participer.

À travers cette exploration des perspectives migratoires algériennes, il apparaît que l'évolution pose la nécessité de construire de nouveaux concepts et de nouvelles approches pour analyser la question de l'émigration et entretenir de nouveaux rapports avec ses acteurs. Il nous semble que la terminologie construite autour du lien patriotique et moral n'est plus opératoire et qu'il est indispensable de la remplacer par de nouveaux termes construits autour d'une nouvelle citoyenneté ayant une origine algérienne. ■

## Notes

**1.** Abdelamlek Sayad, "Les trois âges de l'émigration", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 15, 1977, pp. 59-79.

**2.** Ce constat de méconnaissance de l'histoire de l'émigration n'affecte pas la portée des contributions des auteurs comme Simon Jacques, *L'Immigration algérienne en France, des origines à l'indépendance*, Paris, éd. Méditerranée, 2006, ou Benjamin Stora, *Ils venaient d'Algérie, les immigrés algériens en France*, Paris Fayard, 1992.

Citons également Tayeb Belloula, *Les Travailleurs algériens en France, leur passé, leur participation à la lutte de libération nationale, leurs perspectives*, Alger, Éditions nationales algériennes, 1965 ; et Djellali Benamrance, *L'Émigration algérienne, passé, présent et avenir*, Alger, SNED, 1968.



3. Voir l'ouvrage de Marie-Thérèse Tétu, *Clandestins au pays des papiers : Expériences et parcours de sans-papiers algériens*, Paris, La Découverte, 2009.
4. L'enquête réalisée par l'équipe du CREAD sur le retour des émigrés algériens a montré que la notion du retour temporaire pour préparer un nouveau projet de migration a pris place à côté de celle du retour.
5. Indépendamment de leur situation juridique, les Algériens établis à l'étranger appartiennent à cette communauté. Dans cette perspective, font partie de cette communauté toute personne née en Algérie dont le père est né en Algérie, et qui réside à l'étranger ; toute personne de nationalité algérienne résidant à l'étranger ; enfin, toute personne née à l'étranger et ayant deux ascendants de ligne parentale nés en Algérie.
6. Selon l'ex-ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger, le nombre d'Algériens à l'étranger se situe entre 5 et 7 millions de personnes. Le Premier ministre situe ce chiffre au seuil des 5 millions. Ces chiffres sont différents des statistiques publiées par les organismes des pays de séjour. C'est ainsi que l'Ined estime que 2 100 000 personnes de nationalité algérienne vivent en 2000 à l'étranger. Quant à la Banque mondiale, elle estime ce nombre en 2010 à 1 211 100 personnes, soit 3,4 % de la population algérienne. Les chiffres de l'OCDE situent ce nombre en 2002 à 1 313 00 personnes.
7. Hocine Labdelaoui, "La recherche scientifique sur les migrations en Algérie, état des lieux et perspectives", in Abdelhafid Hammouche et Hocine Labdelaoui (dir.), *Les Migrations algériennes à l'étranger*, Alger, Publications de l'université d'Alger, 2008, pp. 11-28.
8. Hocine Labdelaoui, "La question de la migration en Algérie : évolution vers une diplomatie de l'émigration et une politique de contrôle de l'immigration", CARIM, Notes d'analyse et de synthèse, n° 67, 2011 ; "La politique algérienne en matière d'émigration et d'immigration", CARIM, Notes d'analyse et de synthèse, n° 13, 2005. [www.carim.org](http://www.carim.org)
9. Sylvie Dawes, "Vers un entreprenariat trans méditerranéen ? les stratégies d'internationalisation des entreprises maghrébines, premiers résultats du projet AUF-IRMC", in *Lettre de l'IRMC*, août 2012, p. 4.
10. "Les migrants de retour en Algérie", in Jean-Pierre Cassarino, *Migrants de retour au Maghreb. Réintégration et enjeux de développement, rapport général*, Florence, Institut universitaire européen, 2007, p. 43.
11. Banque mondiale, *Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds*, 2011.
12. Yamina Bettahar, "Les migrations scientifiques algériennes vers la France", in *Hommes & Migrations*, n° 1221, septembre-octobre, 1999 ; "Les 'nouveaux migrants' algériens des années quatre-vingt-dix", in *Hommes & Migrations*, n° 1244, juillet-août 2003.
13. OIT-IIES, *Faire des migrations un facteur de développement, une étude sur l'Afrique du Nord et sur l'Afrique de l'Ouest*, Genève, publications de l'OIT, 2010, p. 37.
14. Aissa Kadri, "Génération migratoire. Des paysans déracinés aux intellectuels diasporiques", in *Migrants, Migration*, El Haraga, revue NAQD, automne-hiver 2009, p. 129.
15. [www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances](http://www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances), 2011.
16. Jean-Pierre Cassarino, *op. cit.*, p. 53.
17. *Ibid.*, p. 54
18. Cette évolution de la question du retour est visible dans l'apparition d'émigrés algériens résidant en même temps à l'étranger et en Algérie, ceux que nous désignons dans nos recherches au CREAD par le terme de "bi-résidents".
19. Hocine Labdelaoui, "La politique algérienne en matière d'émigration et d'immigration", *art. cit.*
20. Hocine Labdelaoui, "La question de la migration en Algérie : évolution vers une diplomatie de l'émigration et une politique de contrôle de l'immigration", *art. cit.*
21. Extrait tiré des informations diffusées sur le site du ministère des Affaires étrangères, 08/02/2011. [www.mae.dz](http://www.mae.dz)
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*